

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 26 JUIN 2018 / N° 32

Président : M. Martin Clerc, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Esther Steullet, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

Monsieur **Martin Clerc**, souhaite la bienvenue aux conseillers communaux, aux conseillers généraux. Il salue les représentants de la presse et de la radio ainsi que les quelques personnes présentes du public.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 23 du 13 juin 2018
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Ouverture de la séance
2. Procès-verbal du Conseil général du 15 mai 2018
3. Questions orales et interventions déposées
4. Réponse à la question écrite intitulée « Versement rétroactif des allocations de naissance 2015 et 2016 »
5. Traitement du postulat « A la crèche aussi pendant les vacances »
6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2017 de la Commune mixte de Val Terbi, de la commune municipale de Corban et des bourgeoisies de Vicques, Vermes et Montsevelier
7. Demande de prolongation du délai de traitement pour la réponse de l'interpellation intitulée « Quel avenir pour notre déchetterie le Tritout »
8. Délibération sur le règlement d'organisation et d'administration de la commune de Val Terbi
9. Communications

Monsieur **Martin Clerc** demande s'il y a des propositions de modification à cet ordre du jour.

Comme il y n'a pas d'observation, l'ordre du jour est accepté tel que formulé.

1. Ouverture de la séance

Les scrutateurs comptent les personnes présentes à la séance.

Présents : CLERC Martin, CHAPPUIS Juliana, CHARMILLOT Boris, CHARMILLOT Jean-Luc, CHETELAT Clovis, CHÉTELAT Jean-Paul, CHÉTELAT Martial, CHEVRE Samuel, DARBELLAY Michel, DUPRE Nicolas, FRICHE Gabriel, LACHAT Eric, LAMBERT Romain, MAITRE Jean-Baptiste, MUNIER Alain, OBERLI David, RYSER Alain, RUDOLF Dominique (Mme), SCHALLER Eric, SCHALLER Louise, STEULET Laurent, VOISARD Damien, WOLFF Catherine

Excusé :

Non-excusé :

23 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur le maire est présent ainsi que les 6 conseillers communaux.

2. Procès-verbal du Conseil général du 15 mai 2018

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. Monsieur le Président propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le Président demande s'il y a des remarques ou modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, **Monsieur le Président** déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Questions orales et interventions déposées

1. La sécurité des élèves dans le car postal Vicques – Vermes est-elle assurée ?

Monsieur Gabriel Friche

Monsieur le Président, Mesdames Messieurs,

Les élèves de 7-8P se rendent tous les jours à l'école à Vermes.

Je vais vous relater brièvement 3 événements survenus ces derniers temps :

- Un élève est sorti du bus à Vicques en saignant suite certainement à une bagarre
- Le chauffeur a dû freiner d'urgence et les occupants du bus en sont sortis avec quelques bosses.
- Le chauffeur, pour calmer les élèves qui faisaient la foire a freiné d'urgence et les a sermonnés.

Cette situation pourrait devenir dramatique si un véritable accident se produisait sur ce tronçon.

Lors de la mise en place de la délocalisation de certaines classes à Vermes, des promesses ont été données aux parents. Chaque élève aura sa place assise et sera attaché.

Nous constatons, suite aux événements précités que ce n'est pas le cas.

Nous estimons que la sécurité des élèves doit passer avant toute autre considération, que ce soit de sauver la ligne Vicques-Vermes ou l'école de Vermes.

J'aimerais revenir sur l'organisation de ces transports et les promesses faites aux parents. Et j'aimerais aussi parler de responsabilité.

D'où mes questions :

- Qu'est-ce qui avait été mis en place pour que les promesses faites puissent être tenues ?
- Sous quelle responsabilité les élèves sont-ils lorsqu'ils sont dans le bus ? Car postal, les parents, les mairesses ou eux-mêmes ?
- Suite aux événements susmentionnés, des mesures additionnelles ont-elles été déployées ?

Je remercie le conseil communal pour ses réponses.

➤ Réponse du Conseil communal par Madame Elisabeth Dennert

J'aimerais remercier l'auteur de m'avoir transmis sa question quelques jours avant ce soir.

Pour rappel : les élèves de Vicques qui sont scolarisés à Vermes et les enfants de Vermes qui sont scolarisés à Vicques se rendent à leur lieu d'école en transport public, en occurrence dans un car postal qui répond dans sa configuration actuelle entièrement aux normes de sécurité.

Qu'est-ce qui a été mis en place pour que les promesses faites puissent être tenue ?

Un car particulier a été affrété pour la circonstance : un bus équipé de ceintures de sécurité avec 37 places assises desservira cette ligne dès la rentrée août 2018

Qu'est-ce qui a été mis en place pour garantir la sécurité des élèves ?

La commission d'école était au courant des problèmes d'incivilités pendant les trajets. Un contrat sur le comportement à adopter pendant les trajets a été établi en collaboration avec car postal l'année passée et signé par les élèves, les parents, les enseignants, la direction et le responsable de la ligne Vicques - Vermes. Une enseignante de Vermes a accompagné les élèves à plusieurs reprises et la médiatrice de car postal est intervenue à l'école pour sensibiliser les élèves.

Sous quelle responsabilité sont les élèves lorsqu'ils sont dans le bus ?

Pendant ces trajets ils sont sur leur chemin d'école et sous la responsabilité des parents. En cas de problèmes comme des incivilités des élèves par exemple, c'est Car postal qui peut prendre des mesures à l'encontre de ceux-ci. Car postal assure néanmoins un suivi pour ce type de transport et demande d'être informé de tout cas particulier.

Les chauffeurs sont-ils sensibilisés ?

La directrice a eu quelques contacts avec le responsable de la ligne. Un dialogue régulier a lieu avec le responsable de la ligne Vicques-Vermes pour que les chauffeurs gèrent au mieux des comportements problématiques des élèves pendant les trajets. Cependant, il faut comprendre qu'ils sont au premier lieu des chauffeurs et doivent se concentrer sur leur conduite. Leur formation incombe à car postal.

Est-ce que des mesures ont été prises suite à ces événements ?

Les élèves ont parlé avec les enseignants de la première situation que tu cites et avouaient eux-mêmes, que c'était de leur faute.

De la deuxième situation, ni les enseignants ni la commission d'école en a connaissance.

La troisième situation s'est passée le 11 juin, des échanges ont eu lieu entre la direction de l'école, le responsable de la ligne et le chauffeur concerné qui a avoué que son comportement n'a pas été adéquat ce jour-là. La suite à donner à cette situation est la responsabilité de car postal.

Je tiens encore à vous préciser que pour la majorité des chauffeurs les trajets se passent bien depuis le début de cette année.

Je vous remercie pour votre attention.

✓ **Monsieur Gabriel Friche est satisfait**

2. Dégâts dus aux intempéries

Monsieur Eric Lachat

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Les intempéries dans la nuit du 12 juin dernier ont causé d'importants dégâts dans notre commune, en particulier sur Vicques et Vermes. Les cours d'eaux ont charrié passablement de matériel, obstruant par endroit leur lit.

La commune a-t-elle une estimation des dégâts qui seront à sa charge au niveau des infrastructures touchées ? Quelles sont les possibilités et les moyens dont dispose la commune pour dégager les cours d'eau, leur redonner leur capacité de débit et pour refaire les berges endommagées menaçant les biens-fonds de privés ?

Je remercie le Conseil communal pour sa réponse.

➤ Réponse du Conseil communal par Monsieur Yvan Burri

Monsieur le conseiller,

Un événement que l'on peut qualifier d'exceptionnel a eu lieu le 13 juin 2018 en pleine nuit. Une trombe d'eau s'est déversée sur le Raimeux et les montagnes plus à l'Est. La pluie torrentielle a charrié beaucoup de matériaux pierreux et boisés qui se sont déposés en divers endroits notamment contre les buses et les ponts des cours d'eau. Ceux-ci ont été obstrués et les ruisseaux en furie ont par endroit fortement endommagés les chemins et les champs en aval. C'est en ces endroits, dans la montagne, et dans le quartier d'Es Montès que les dégâts sont les plus lourds tant pour la commune que pour les privés.

Le syndicat du chemin Kohlberg- Raimeux a été durement impacté et fera appel à l'ECR et à d'autres pour les aider à payer les réparations d'un ouvrage quasi neuf.

Le flux s'est ensuite déplacé dans la Gabiare qui a débordé en plusieurs endroits occasionnant quelques dégâts aux ponts de manière superficielle. Une rue de Vermes a été éventrée par l'érosion de la berge qui la soutenait. A Recolaine la Gabiare, sortie de son lit, a suivi le chenal naturel du chemin AF puis la route cantonale pour se déverser dans le quartier de Es Montès. Plusieurs habitations ont subi des dégâts d'inondation.

Par bonheur et vu les heures tardives de l'événement aucun blessé n'est à déplorer.

Le SIS Val Terbi est intervenu de nombreuses fois à la demande des habitants.

Dès le matin, sur Vermes, j'ai fait un premier constat et commandés les mesures d'urgence. Puis au fils des appels et des visites sur place j'ai pu prendre la mesure des dégâts.

Dans les jours qui ont suivis, à la demande des agriculteurs, la protection civile est intervenue dans le cadre d'un cours de répétition pour nettoyer les champs des débris. Elle n'a pu accéder à toutes les demandes.

En parallèle, au vu des besoins occasionnés, la commune a désigné deux conseillers communaux chargés d'aller sur le terrain, sur appel des riverains, pour remplir des procès-verbaux de demande d'aide au « fonds suisse de secours pour dommages causés par des forces naturelles ». Cela a pris quelques jours et nous a permis de prendre contact avec les sinistrés et de constater dans le détail les dégâts. Nous avons aussi demandé à une entreprise de nous faire des devis pour les cas où les moyens des agriculteurs pour réparer les dégâts sont limités.

Cette aide sera versée, pour les cas retenus par le fonds, à des particuliers et ne concerne pas la commune.

Ensuite il nous a fallu, cette fois pour la commune repérer les endroits où les ruisseaux, comblés par des matériaux, sont susceptibles de ne plus remplir leur fonction hydraulique. Cela m'a occasionné quelques kilomètres de marches y compris les weekends. Une fois ces endroits repérés une visite des lieux en compagnie d'une personne représentant l'office de l'environnement et le rédacteur du futur plan d'entretien des cours d'eau de la commune et deux conseillers communaux a eu lieu hier durant plus de 6 heures de temps.

Les possibilités d'intervention ont été discutées sur place et je dois dire que les consignes sont assez strictes. La loi considère en effet que les cours d'eau ont droit à une certaine dynamique et qu'il leur arrive de changer de

lit, de l'aménager autrement et permet une certaine érosion des berges dans l'espace réservé aux eaux qui deviendra l'année prochaine sur tout le territoire du canton le périmètre réservé aux eaux.

De manière générale on ne touche pas à l'eau. On peut coucher les berges pour donner de la place aux eaux mais pas creuser le lit sauf aux endroits où le lit a totalement ou partiellement disparu et où ces matériaux pourraient se remettre en mouvement. Les matériaux déposés par les crues doivent, autant que possible, être déposés sur place dans l'espace réservé aux eaux mais pas à portée d'une prochaine remontée des eaux.

Comme l'espace réservé aux eaux est de 9m pour un petit ruisseau je vous laisse imaginer l'empiètement sur les parcelles agricoles. Ce sont donc des cas où entre la loi et les attentes des agriculteurs les choses sont difficiles à concilier et susceptibles à discussions serrées.

En termes de volume, cela représente, seulement pour la partie inférieure du ruisseau du Monat, qui appartient à la commune et mesure près de 1,6 hectare, plus de 200m³ de matériaux pierreux à évacuer, à valoriser ou à entreposer sur place. Pour la partie supérieure, les volumes sont tels que, après constat fait hier une annonce sera faite par le représentant de l'office de l'environnement à un échelon supérieur parce cela pourrait faire l'objet d'une étude approfondie.

Pour ce qui est des moyens : évidemment vu l'ampleur des volumes ce n'est pas la voirie qui pourra remettre état les chemins fortement dégradés ou curer les ruisseaux. Il faudra mandater des entreprises et ceci certainement en régie parce que l'évaluation des travaux à faire est difficile ou prend trop de temps. Les travaux en priorité 1 et 2 c'est-à-dire ceux qui devaient être fait le jour même ou les suivants ont déjà été fait.

D'autres ont été ou seront commandés les jours qui viennent avant les prochains orages. Enfin les moins urgents feront l'objet de demandes de devis dans la mesure du possible puis de mise en concurrence. A cela j'ajouterais la période des vacances d'été dès la fin de semaine prochaine et le fait que le conseil communal ne se réunira plus pendant un laps de temps assez long. Ce qui de mon point de vue n'arrangera pas le processus décisionnel. De tout cela le conseil communal en débattrra mardi prochain.

Voilà en bref Monsieur le conseiller cet événement qui n'a pas été prévu par la météo nationale et contre lequel il est difficile voire impossible de se prémunir a porté un coup dur aux citoyens impactés.

Pour le quartier d'habitations de Es Montès la situation sera réglée par les mesures du projet Scheulte. Auparavant deux petites mesures dont est déjà effectuée sont prévus près de Sidevic pour tenter d'empêcher les eaux de rejoindre la route cantonale.

En amont, dans la montagne il aurait fallu de telles dimensions au passage de l'eau des ruisseaux sous les routes, chemins ou accès pour les tracteurs que la dépense en aurait été beaucoup trop grande par rapport à la valeur des objets protégés et il en sera certainement de même à l'avenir.

Ce qui doit ou devrait être amélioré c'est la gestion des cas de surcharges qui devrait permettre l'écoulement des eaux de débordement de manière à occasionner le moins de dégâts possible. Ceci demande toutefois un très grand projet à l'échelle communale et entrainerait des contraintes supplémentaires pour les exploitants pour, somme toute, des événements assez rares.

En outre, la surveillance de constructions et de renouvellement de ce genre d'ouvrages de passage fait sans permis devrait être beaucoup plus stricte, mais cela n'est pas toujours bien vu parce que la procédure d'octroi de permis et d'autorisation engendre des surplus de coûts que les particuliers ne sont pas prêts à assumer.

La remise prochaine du plan d'entretien des cours d'eau nous permettra aussi d'assurer une bonne gestion des rives pour permettre un meilleur écoulement des crues tout en sachant que les événements exceptionnels auront toujours leurs parts d'imprévisible.

Comme vous le voyez les autorités n'ont pas chômé pour accompagner les personnes touchées par cet événement. Des mesures, ont été prises pour les réparations ponctuelles, d'autres sont à venir dans le cadre des lois en vigueur, de la relation entre les capacités hydrauliques et la protection des biens riverains, de l'utilité d'un cordon boisé pour tenir les berges et de son entretien nécessaire pour qu'il ne réduise pas trop le passage des eaux et les facilités d'exploitation agricoles.

Merci de votre écoute.

✓ **Monsieur Eric Lachat est satisfait**

3. Utilisation du verger comme surface extérieure pour la crèche

Monsieur Jean-Baptiste Maître

Le 26 mai dernier, nous avons pu participer à l'inauguration de la Maison de l'enfance du Val Terbi. Formidable réussite tant d'un point de vue architectural, fonctionnel que financier. Nos petites blondes peuvent être accueillies en sécurité et avec professionnalisme dans notre Maison de l'enfance.

Une petite question toutefois pour encore améliorer leur accueil.

Bien qu'il y ait renoncé initialement pour des raisons de nuisance sonore, n'est-il pas envisageable, à court terme, d'étendre l'espace extérieur de la crèche au verger situé à l'est de la Maison de l'enfance et au sud de l'administration communal. Pouvoir s'égayer dans l'herbe, à l'ombre des quelques arbres serait à n'en pas douter un plus pour nos enfants.

Merci de votre réponse.

➤ Réponse du Conseil communal par Madame Dorothée Lovis

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers,

Dès le départ, lors de la construction de la crèche, il était clair que le verger ne serait pas accessible par les enfants afin de préserver l'administration du bruit.

A l'heure actuelle aucune demande officielle n'a été faite de la part de la direction. Nous sommes conscients que régulièrement les enfants jouent devant l'entrée de la garderie et donc devant l'administration. Mais bientôt ils pourront aller se défouler dans le canapé forestier qui est actuellement en cours de construction.

Nous sommes encore en phase de rodage, et sommes prêt à réétudier les besoins de chacun d'ici quelques mois.

Je vous remercie de votre attention.

✓ **Monsieur Jean-Baptiste Maître est satisfait**

4. Réflexion quant à un éventuel changement de priorité au carrefour entre la route de Rochefort et la côte de Pinchenal

Monsieur Jean-Baptiste Maître

Le carrefour entre la route de Rochefort et la Côte de Pinchenal à Vicques a toujours été un point sensible du réseau routier communal. Le STOP figurant au fond de la Côte de Pinchenal est parfois, trop souvent, coulé par les automobilistes, au risque de provoquer un accident avec les véhicules, et particulièrement les vélos, venant de la Route de Rochefort.

Il y a bien longtemps de cela, encore au siècle dernier, un projet avait été lancé visant à modifier les priorités dans ce carrefour, donnant la priorité au trafic circulant du Pont du Creux sur la Côte de Pinchenal, et limitant la Route de Rochefort, étroite, à 30 km/h.

Le Conseil communal est-il disposé à relancer l'examen d'une telle solution, afin notamment de voir si elle est apte à assurer une meilleure sécurité ?

Merci pour votre réponse.

➤ Réponse du Conseil communal par Monsieur Yvan Burri

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers,

Etant donné que la question orale a été déposée juste avant la séance, il en prend note et donnera sa réponse à la commission des travaux publics

✓ **Monsieur Jean-Baptiste Maître est satisfait**

Dépôt d'une motion intitulée "Mesures anticipées pour la lutte contre les crues de la Scheulte"

Monsieur **Gabriel Friche, Groupe Val Terbi Ensemble**, a déposé ce soir une motion intitulée « Mesures anticipées pour la lutte contre les crues de la Scheulte ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 30 et 31 du règlement du Conseil général de la Commune mixte de Val Terbi.

Contenu de la motion

<http://www.val-terbi.ch/fr/Autorites-politiques/Conseil-general/Interventions.html>

Dépôt d'une question écrite intitulée "Un licenciement questionnant"

Monsieur **Clovis Chételat, Groupe Val Terbi Ensemble**, a déposé ce soir une question écrite intitulée « Un licenciement questionnant ».

Celle-ci sera traitée selon les directives des articles 30 et 31 du règlement du Conseil général de la Commune mixte de Val Terbi.

Contenu de la question écrite

<http://www.val-terbi.ch/fr/Autorites-politiques/Conseil-general/Interventions.html>

Le président, Monsieur Martin Clerc, informe que l'ensemble des conseillers généraux ont reçu un courrier d'une ancienne employée communale.

4. Réponse à la question écrite intitulée « Versement rétroactif des allocations de naissance 2015 et 2016 »

Monsieur le Président informe que tous les conseillers ont reçu la question écrite de M. Jean-Baptiste Maître et la réponse du Conseil communal, il demande l'appréciation du conseiller général, M. Jean-Baptiste Maître.

Auteur: M. Jean-Baptiste Maître, conseiller général

(Contenu de la question écrite)

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/7882.pdf/Conseil-general/Interventions/SKM_C25818032910340.pdf

Réponse de M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Rappel des faits

Les députés qui ont voté le moratoire en 2014 l'ont fait en tant que mesure d'économie, à mettre en perspective avec de nombreuses autres mesures que la commune a dû prendre à ce jour. En effet, fin 2014, la Commune a cherché et trouvé des solutions financières qui ont permis d'établir un plan financier apte à supporter les dépenses liées à la construction de la halle de Montsevelier (ce plan était exigé par le canton). Il ne s'agissait que d'une mesure parmi d'autres, toutes aussi douloureuses, comme une augmentation d'impôts. Le moratoire avait pour objectif de ne pas verser d'allocations pendant 2 ans, puis de reprendre les versements pour les naissances dès 2017. Par suite d'une contestation de la validité de ce moratoire (par une question écrite d'un député), il s'est avéré que son application n'était pas possible sans modifier le règlement. Il a donc été décidé de payer l'ensemble des allocations dues pour 2015 et 2016 lors de l'année 2017.

Lors du bouclage des comptes 2016, les bons résultats ont permis de provisionner un montant de 15'000 francs, afin d'éviter que toute la charge financière pour le rattrapage des allocations 2015 et 2016 soit reportée sur 2017. De plus, dès 2017, le moratoire étant terminé, il s'agissait aussi de reprendre les allocations réglementaires.

Réponse à la première question

Oui, les allocations 2015 et 2016 ont toutes été payées en 2017 pour un montant de 24'500 francs, sauf deux qui ont été payées en 2018 pour 1'000 francs. Au total, nous avons versé 51 allocations qui correspondent à nos registres communaux. La provision de 15'000 francs a permis de répartir la charge de ces allocations rétroactives sur 2 ans soit 15'000 francs en 2016 et 9'500 francs en 2017 (+ 2 allocations pour 1'000 francs en 2018).

Réponse à la deuxième question

La question est caduque

Réponse à la troisième question

Avec ce moratoire, le CC et le CG avaient pour but de mettre en place une mesure d'économie, parmi d'autres. La question écrite a empêché cette mesure et engendré des démarches administratives dont notre commune se serait effectivement bien passée. Le principal enseignement que le CC en a tiré est le suivant :

Même si on peut le déplorer, force est de constater que la société actuelle devient inéluctablement de plus en plus procédurière. Dès lors, le CC agit en tenant compte de cette évolution sociétale, en particulier en portant plus d'attention aux aspects juridiques de ses actes.

Monsieur le Président ouvre une discussion.

➤ **Monsieur Jean-Baptiste Maître est partiellement satisfait et ce pour deux éléments :**

- **La forme, étant entendu qu'une réponse doit être signée du collège et non d'un membre du conseil communal ;**
- **Le fond, notamment les derniers paragraphes de la réponse, rappelant que ce n'est pas une question écrite qui a remis en question la mesure d'économie et deuxièmement que l'on peut s'attendre et même exiger de nos autorités qu'elles respectent les dispositions légales qu'elles se sont données et que ce n'est être procédurier que d'exiger de nos autorités qu'elles agissent dans le respect du droit.**
- Claude-Alain Chapatte informe qu'il est l'auteur du projet-réponse qui a été validé par le Conseil communal.
D'autre part, personne ne savait que cette mesure n'était pas légale.
A relever que les versements des allocations de naissance ont été versées en 2017.
- Le Président informe que les allocations familiales ont été suspendues pendant 2 ans (moratoire).

5. Traitement du postulat « A la crèche aussi pendant les vacances »

Monsieur le Président informe que tous les conseillers ont reçu la question écrite du groupe Val Terbi ensemble.

Auteur : M. Jean-Baptiste Maître, conseiller général

(Contenu du Postulat)

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/7881.pdf/Conseil-general/Interventions/SKM_C25818032910320.pdf

Le texte du postulat déposé étant relativement succinct, voici quelques éléments et arguments complémentaires en appui de cette demande.

En résumé, par ce postulat nous souhaitons que soit examiné la possibilité de réduire les périodes de fermeture de la crèche, ou, par le biais de collaborations interinstitutionnelles, d'offrir une possibilité de garde pendant cette période de fermeture aux familles qui en auraient besoin.

Cette intervention m'a été suggérée par des parents qui rencontrent des difficultés à trouver des solutions pour placer leurs enfants durant les trois semaines de fermeture estivale de la crèche. Elle fait également écho à deux interventions récemment débattues et acceptées au Conseil de ville delémontain.

Quelques faits en appui de cette demande :

- Je suis tout à fait conscient que la Maison de l'enfance du Val Terbi est une petite structure et que réduire ou supprimer les semaines de fermeture annuelle pourrait poser problème en termes de coût et de personnel, d'où l'idée d'une collaboration entre institutions ;
- Les temps changent et on peut dire que l'époque de vacances horlogères est bientôt révolue. Dès lors les parents n'ont pas forcément vacances durant la période de fermeture annuelle de la crèche.
- Tout le monde ne dispose malheureusement pas de solutions alternatives, dans la famille, pour faire garder les enfants durant ces périodes ;
- Pour le personnel de la crèche, réduire la période de fermeture annuelle, c'est aussi offrir plus de souplesse dans leurs possibilités de prendre leurs vacances.

Je ne dis pas avoir une solution miracle à proposer ici. Ni que ce qui est proposé est réalisable, tant d'un point de vue organisationnel que financier.

Toutefois, on ne doit pas se priver de réfléchir à une éventuelle solution, qui impliquerait une collaboration entre les maisons de l'enfance sises dans l'Agglomération de Delémont.

C'est pourquoi je vous invite à accepter ce postulat.

➤ Proposition du Conseil communal : Madame Dorothee Lovis, conseillère communale

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers,

Au cours de la séance du Conseil général du 20 mars 2018, au nom du groupe VT ensemble, Monsieur le conseiller général Jean-Baptiste Maître a déposé un postulat intitulé "A la crèche aussi pendant les vacances".

Le comité de direction de la crèche a étudié cette possibilité et a fait les constats suivants concernant la première partie du postulat qui consiste à supprimer la fermeture estivale. Je précise que ces réflexions ont été partagées et avalisées par le Conseil communal :

- La maison de l'enfance compte une quinzaine d'employée ce qui signifie que l'ouverture en été générerait environ 10 semaines de vacances à rattraper sur l'année.

- Jusqu'à maintenant, il y a eu très peu de demandes des parents et jamais personne ne s'est trouvé dans une situation sans autre solution.
- La pression d'optima a fortement réduit la marge de manœuvre financière des crèches, ce qui rend d'autant plus difficile une extension de l'accueil pendant les vacances.
- Porrentruy ouvrira cet été, sur les 450 enfants que compte l'institution, il n'y en a que 66 d'inscrits, ce qui représente 15%, ce n'est rien du tout. Imaginez pour une petite institution comme la nôtre, le déficit que ça engendrerait
- Il est déjà prévu d'ouvrir la deuxième semaine entre Noël et Nouvel-an si cette semaine compte au minimum 3 jours ouvrables.
- D'ailleurs à Delémont, pendant le déménagement, la fermeture a beaucoup fait parler pour une seule famille qui a été embêtée. Finalement une éducatrice a été « louée » et s'est rendue directement au domicile de la famille.

➤ En ce qui concerne la deuxième partie (placement temporaire dans une autre institution) :

- Porrentruy et Courgenay ont testé la fermeture en alternance et ça a été un échec (2 Porrentruy sont allés à Courgenay et personne dans l'autre sens). D'ailleurs depuis cette année, Courgenay fermera aussi en été.
- La directrice nous rend également attentif qu'au niveau pédagogique, pour les petits, l'adaptation est souvent difficile et surtout essentielle. Il est donc recommandé d'éviter de les changer de structure.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal n'est pas favorable avec ce postulat. Cependant, il va de soi que nous restons attentifs et discuterons d'une collaboration avec la maison de l'enfance de Delémont si celle-ci devait à l'avenir ouvrir pendant les vacances.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le président ouvre une discussion.

➤ **Monsieur Jean-Luc Charmillot** demande ce que représente la référence de 15% par rapport à Porrentruy ?

Monsieur Jean-Baptiste Maître tient à relever qu'il ne s'agit pas de calculer le pourcentage mais, durant les vacances certains parents ont des difficultés de faire garder leurs enfants. Pour dépanner, avoir une possibilité de placement temporaire d'un enfant dans une autre structure pendant la période de fermeture de sa crèche habituelle.

➤ Il propose de retirer le point 1) du postulat et propose de voter sur le point 2) avec une collaboration intercommunale uniquement.

Plus personne ne demande la parole. Monsieur le président passe au vote.

Votation : il s'agit de retirer le point 1) du postulat et de voter uniquement le point 2) qui est accepté par 17 oui sur 23 conseillers présents, le Conseil général accepte le postulat, point 2) uniquement de M. Jean-Baptiste Maître intitulé « A la crèche aussi pendant les vacances ».

6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2017 de la Commune mixte de Val Terbi, de la commune municipale de Corban et des bourgeoisies de Vicques, Vermes et Montsevelier

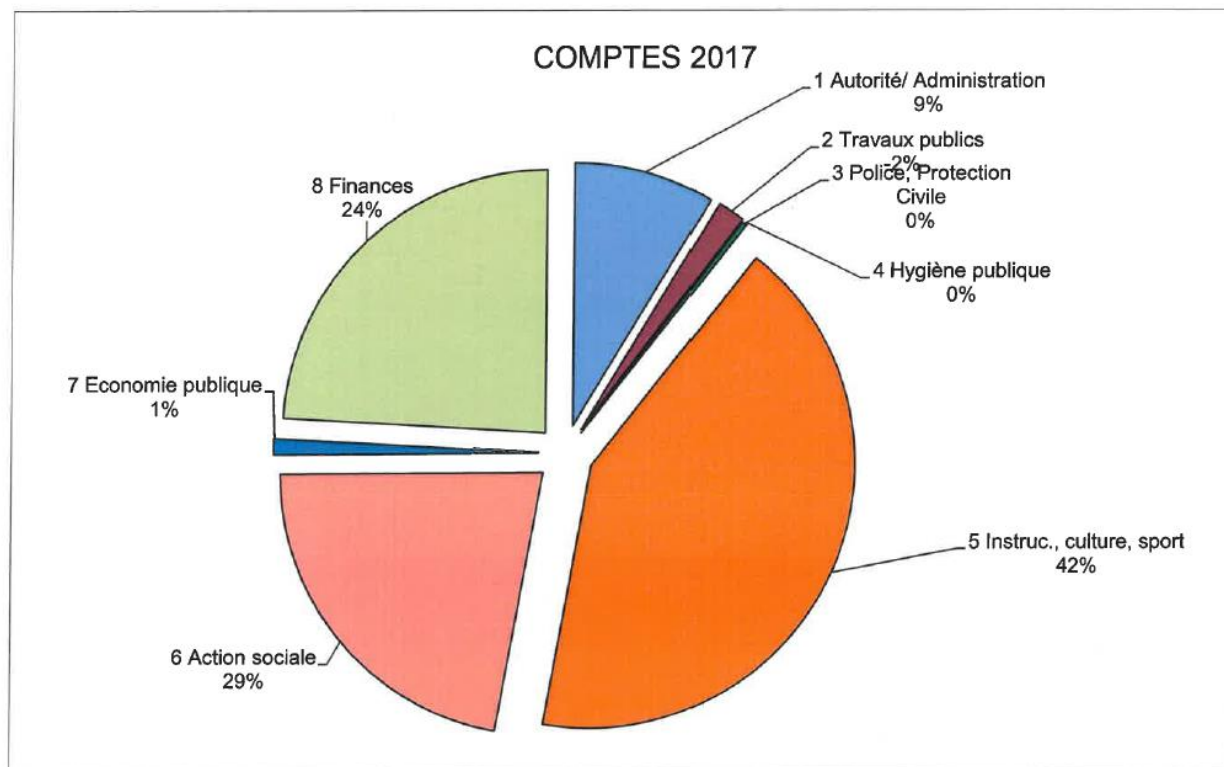
Entrée en matière : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux, l'exercice 2017 est soumis à votre approbation".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

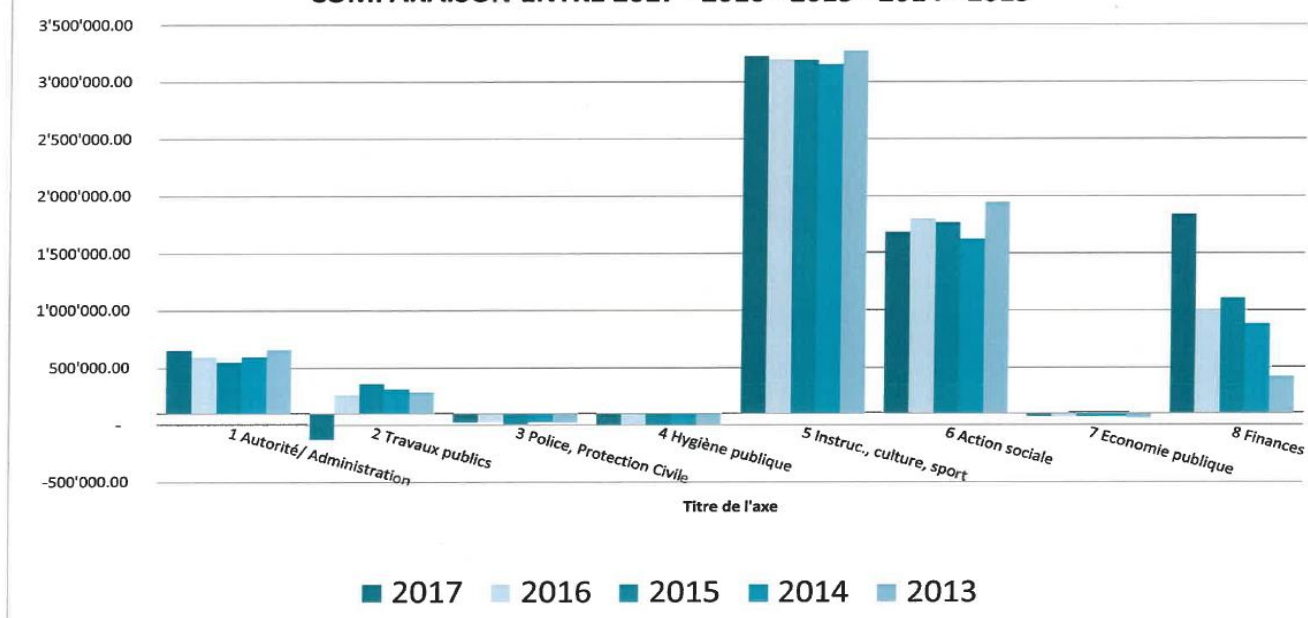
Débat de fond : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Répartition des dépenses communales et comparaison des résultats



récap pr CG 2017 / 07.05.2017

COMPARAISON ENTRE 2017 - 2016 - 2015 - 2014 - 2013



récap pr CG 2017 / 07.05.2017

COMPTES 2017

Comptes municipaux

	Comptes 2013	Comptes 2014	Comptes 2015	Comptes 2016	Budget 2017	Comptes 2017	
1 Autorité/ Administration	660'318.75	593'579.82	551'430.26	551'430.26	596'600.00	655'435.09	charges
2 Travaux publics	287'221.75	311'820.50	361'018.00	361'018.00	339'000.00	- 128'111.35	charges
3 Police, Protection Civile	15'785.55	22'227.00	7'658.45	7'658.45	27'700.00	21'274.55	charges
4 Hygiène publique	-	-	-	-	100.00	-	charges
5 Instruc., culture, sport	3'273'930.95	3'154'745.39	3'191'533.13	3'191'533.13	3'281'200.00	3'224'400.32	charges
6 Action sociale	1'943'794.48	1'626'868.55	1'767'084.55	1'767'084.55	1'862'800.00	1'683'392.94	charges
7 Economie publique	55'526.55	71'090.70	74'162.40	74'162.40	77'800.00	75'114.55	charges
8 Finances	420'339.68	882'251.10	1'107'064.71	1'107'064.71	814'300.00	1'836'481.45	charges
9 Imposition	- 6'403'520.75	- 6'690'297.55	- 7'130'477.95	- 7'130'477.95	- 6'919'400.00	- 7'448'348.50	produits
Résultat chapitre 1-9	253'396.96	- 27'714.49	- 70'526.45	- 70'526.45	80'100.00	- 80'360.95	produits
11 Enlèvements des ordures	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
12 Inhumations	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
13 Service du feu	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
14 Canalis. & inst.épur.eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
15 Service des eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	

Comptes bourgeois

Bourgeoisie Montsevelier	- 21'992.30	- 16'472.57	- 4'829.30	- 4'829.30	4'875.00	18'640.00	produits
Bourgeoisie de Vermes	- 29'376.87	- 4'801.60	23'362.50	23'362.50	11'183.00	9'764.80	produits
Bourgeoisie de Vicques	- 213'840.01	162'763.96	- 8'965.89	- 8'965.89	- 13'650.00	21'202.60	produits
Résultat des bourgeoisies	- 265'209.18	141'489.79	9'567.31	9'567.31	2'408.00	49'607.40	produits

récap pr CG 2017 / 07.05.2017

Dépassements budgétaires

3 dépassements budgétaires sont donnés pour information sur une feuille annexe. En effet, le CG ne doit pas les ratifier, car il s'agit uniquement de dépréciations et amortissements (820).

Services communaux

- **L'enlèvement des ordures** boucle sur un bénéfice de 57'000 francs, ce qui a permis de rembourser entièrement la dette envers le fonds. A ce jour, la dette sur l'investissement s'élève encore à 703'000 francs.
- **Eaux usées** : 50'000 francs ont pu être attribués au fonds de réserve.
- **Service des eaux** : prélèvement au fonds de réserve de 27'000 francs. Il s'agira de revoir le prix de l'eau potable de Vermes pour le prochain budget.

Augmentation des rentrées fiscales

Les rentrées fiscales plus élevées de 500'000 francs par rapport au budget proviennent principalement des impôts d'entreprises (+180'000) et des variations (+200'000) qui sont issues de modes de calculs revus en 2017 par le canton.

Autofinancement

Les bons résultats enregistrés cette année ont permis de porter l'autofinancement à 1,62 millions (versus 1,12 millions en 2016). Il s'agit donc d'une très bonne année au niveau financier.

L'autofinancement de 1,62 million, bien que très réjouissant dans une approche historique devra être mis en perspective avec une planification à moyen/long terme (plan financier), afin de vérifier son adéquation avec les nombreux investissements à venir. Le CC, sur conseil du fiduciaire a profité de ce bon résultat pour préparer l'avenir et continuer son travail d'assainissement du bilan. De nombreuses opérations purement comptables sont intégrées dans les comptes 2017.

Conclusion

Les comptes 2017 ont été révisés par Revicom pour Val Terbi, par l'ancienne commission des finances de Corban pour Corban et par la CGVF pour les bourgeoisies. Le CC a accepté les comptes tels que présentés et les dépassements de budget dans sa séance du 5 juin 2018.

Le Conseil communal vous invite à accepter les comptes 2017 et à ratifier les dépassements budgétaires.



1 : Commune de Corban

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

Compte	Désignation	COMPTES : 2016		BUDGET : 2017		COMPTES : 2017	
		CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS
01	AUTORITES, ADMINISTRATION GENERALE	145,716.77	26,705.35	150,416.70	27,800.00	155,597.81	31,569.25
02	TRAVAUX PUBLICS, PLANS DE ZONES, COMMUNICATIONS	61,547.35	46,888.85	113,448.55	82,100.00	79,766.85	49,808.55
03	AFF. JURIDIQUES, POLICE, MIL., DEF. CIVILE	9,082.10	2,144.00	11,150.00	2,250.00	9,615.40	2,055.80
05	INSTRUCTION, FORMATION, CULTURE, SPORTS	677,119.55	98,859.35	703,604.35	108,040.00	699,514.75	109,414.15
06	AIDE SOCIALE ET SANTE PUBLIQUE	355,742.05	3,646.35	368,809.15	56,000.00	422,137.15	64,494.95
07	ECONOMIE PUBLIQUE	8,094.00	0.00	8,700.00	0.00	9,059.00	0.00
08	FINANCES	247,236.55	36,198.15	201,180.00	36,832.00	177,508.57	32,298.75
09	IMPOSITIONS	49,706.55	1,355,544.80	10,000.00	1,255,400.00	107,533.60	1,359,582.35
11	ENLEVEMENT DES ORDURES	32,702.25	32,702.25	33,500.00	33,500.00	36,302.55	36,302.55
12	INHUMATIONS	3,776.25	1,630.00	2,700.00	350.00	3,404.85	1,680.00
13	SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS (SIS)	30,078.60	26,197.10	22,000.00	12,500.00	17,894.85	13,711.70
14	CANALISATIONS ET INSTALLATIONS D'EPURATION	49,683.30	49,683.30	48,700.00	48,700.00	63,415.00	63,415.00
99	Clôture	9,714.18	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total		1,680,199.50	1,680,199.50	1,674,208.75	1,663,472.00	1,781,750.38	1,764,333.05
Excédent de charges : 2016			0.00				
Différence : 2017					10,736.75		
Excédent de charges : 2017							17,417.33



1 : Commune de Corban

COMPTE D'INVESTISSEMENTS

Compte	Désignation	comptes : 2016		budget : 2017		comptes : 2017	
		-- dépenses --	-- recettes --	-- dépenses --	-- recettes --	-- dépenses --	-- recettes --
01	AUTORITES, ADMINISTRATION GENERALE	0.00	0.00	0.00	0.00	2,052.00	2,052.00
02	TRAV. PUBL., PLANS DE ZONES, COMMUNICATIONS	22,080.00	22,080.00	117,500.00	14,400.00	81,270.30	81,270.30
05	INSTRUCTION, FORMATION, CULTURE, SPORTS	0.00	0.00	1,700,000.00	600,000.00	176,803.00	176,803.00
08	FINANCES	0.00	0.00	50,000.00	0.00	59,851.90	59,851.90
14	CANALISATIONS & EPURATION	0.00	0.00	400,000.00	0.00	406,148.55	406,148.55
Total		22,080.00	22,080.00	2,267,500.00	614,400.00	726,125.75	726,125.75
Excédent de dépenses : 2016			0.00				
Différence : 2017					1,653,100.00		
Excédent de dépenses : 2017							0.00

Dépassements budgétaires Corban

Les dépassements budgétaires de plus de CHF 10'000.00 sont à approuver par le Conseil général selon règlement d'organisation de la commune de Corban.

N° compte	Libellé	Comptes	Budget	Dépassement
Entretien des routes 0200.314.01	Prestations de tiers routes	23'231.35	5'000.00	18'231.35
Aide sociale et santé publique 0601.319.00	Secours d'assistance	109'271.40	54'000.00	55'271.40
Imposition 0911.400.02	Diminution d'impôt sur le revenu	77'025.45	0.00	77'025.45

Dépassements budgétaires à ratifier

Trois dépassements budgétaires pour Corban sont à ratifier :

- 1) Entretien des routes, dépassement de 18'000 francs à la suite de travaux non budgétisés sur le chemin de l'Eglise et de sa barrière devenue dangereuse.
- 2) Secours d'assistance : prévisions toujours difficiles avec au final un dépassement de 55'000 francs.
- 3) Diminution d'impôt sur le revenu (0911.400.02). Amélioration des projections du canton qui péjorent le résultat de 77'000 francs.

Conclusion

Les comptes 2017 ont été révisés par Revicom pour Val Terbi, par l'ancienne commission des finances de Corban pour Corban et par la CGVF pour les bourgeoisies. Le Conseil communal a accepté les comptes tels que présentés et les dépassements de budget dans sa séance du 5 juin 2018.

Le Conseil communal vous invite à accepter l'ensemble des comptes 2017 et à ratifier les dépassements budgétaires de Corban.

Monsieur le Président ouvre une discussion générale et demande à M. Claude-Alain Chapatte de préciser ce qu'est le MCH2.

Monsieur Christophe Fleury prend la parole et informe que le MCH2 fait suite au MCH1 demandé par la Confédération par le biais des cantons et des ministres des finances pour harmoniser les manuels pour des chiffres transparent et comparable d'une collectivité à l'autre.

Monsieur Jean-Baptiste Maître demande des explications sur les variations des rentrées extraordinaires.

- Monsieur Claude-Alain Chapatte, conseiller communal, informe que des dépréciations ont été réalisés entre 500 et 800'000 francs, les chiffres sont bons.
En outre, plus d'un million de francs d'investissements : il s'agit d'une mauvaise estimation concernant les frais d'aide sociale sur la base de données précis : moins de rentrées extraordinaires.

Personne ne prend la parole, **Monsieur le Président** passe au vote.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte la ratification des dépassements budgétaires de la commune mixte de Val Terbi.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2017 de la commune mixte de Val Terbi présentant un bénéfice de 80'360.95 francs et de la commune de Corban présentant un déficit de 17'417.33 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2017 de la bourgeoisie de Montsevelier présentant un excédent de produits de 18'640 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2017 de la bourgeoisie de Vermes présentant un excédent de produits de 9'765 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2017 de la bourgeoisie de Vicques présentant un excédent de charges de 21'202 francs.

7. Demande de prolongation du délai de traitement pour la réponse de l'interpellation intitulée « Quel avenir pour notre déchetterie le Tritout ? »

Dépôt d'une interpellation intitulée "Quel avenir pour notre déchetterie le Tritout ? »

Monsieur **Clovis Chételat, Groupe Val Terbi Ensemble**, a déposé une interpellation intitulée « Quel avenir pour notre déchetterie le Tritout ? »

(Contenu de l'interpellation)

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/7922.pdf/Conseil-general/Interventions/SKM_C25818052816530.pdf

Monsieur le président ouvre une discussion.

- **Monsieur Claude-Alain Chapatte**, conseiller communal, propose le report de l'interpellation intitulée « quel avenir pour notre déchetterie le Tritout » déposée par Monsieur Clovis Chételat.
- Le bureau du Conseil général a accepté de mettre à l'ordre du jour cette demande par rapport à un délai trop court, depuis la dernière séance du 15 mai 2018, selon **Monsieur Michel Brahier, maire**.

Personne ne prend la parole, Monsieur le Président passe au vote.

Votation : La demande de prolongation de 6 mois, soit jusqu'au délai de réponse du postulat de Monsieur Clovis Chételat intitulé "Quel avenir pour notre déchetterie le Tritout » est acceptée à l'unanimité.

8. Délibérations sur le règlement d'organisation et d'administration de la commune de Val Terbi

Débat d'entrée en matière

Notre règlement d'organisation et d'administration a été totalement revu suite à la première fusion de notre commune en 2013. Depuis cette date, seules quelques modifications de lois cantonales ou fédérales sont entrées en vigueur.

Cependant, suite à la nouvelle fusion avec Corban, il est stipulé dans la convention de fusion que tous nos règlements communaux seront adaptés dans un délai de trois ans.

Ce document fixe l'ensemble des règles et prescriptions assurant le bon fonctionnement de nos institutions. Il constitue le fondement de tous les règlements communaux.

Il s'agit également du seul règlement qui devra être adopté par le corps électoral et c'est pour cette raison que le Conseil général est appelé à le préavisier.

Pour la mise à jour de ce règlement, nous nous sommes basés sur un canevas spécifique à une commune mixte fonctionnant avec un Conseil général.

Ce document ainsi retouché a été soumis aux instances cantonales et pour une bonne appréhension des modifications apportées, elles figurent en rouge dans le règlement. Le Conseil communal a validé ce nouveau texte en date du 05 juin dernier.

Aussi, je vous propose d'entrer en matière.

Je vous remercie de votre attention et reste à votre disposition pour toute question.

Monsieur Michel Brahier, maire

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Monsieur le Président explique la procédure. Le règlement sera passé chapitre par chapitre avec discussion si nécessaire.

Première lecture - propositions – l'adoption du règlement sera proposée lors de la séance du CG du 18 septembre 2018

Bases légales :

- Proposition : Arrêté portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (DPDT – JUNE) RSJU 170.41

Les articles suivants ont fait l'objet d'une discussion.

Chapitre 2 Dispositions communes

Art. 11 – alinéa 4 – Assemblée d'information

Monsieur Alain Munier propose d'ajouter ... de permettre ... la tenue de procès-verbal

Réponse : Aucune décision n'est prise ; en principe, il n'est pas tenu de procès-verbal de l'assemblée d'information qui a lieu au moins huit jours avant le scrutin communal.

Chapitre 5 Les autorités communales – dispositions générales

Art. 20 – alinéa 2 - Eligibilité

Suppression al. 2. L'alinéa 3 devient 2

Art. 22 – alinéa 1 – Incompatibilité en raison de la fonction

Les fonctions des membres du Gouvernement et ~~de juge permanent~~ magistrat de l'ordre judiciaire.

Art. 29

Rajout alinéa 21 – il désigne, sur proposition du Conseil communal, le fiduciaire chargé de la vérification des comptes municipaux et bourgeois.

Chapitre 7 Le Conseil communal

Art. 33 – attribution particulière

Suppression de l'alinéa 23

Art. 41 – la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances se compose de 5 membres nommés par le Conseil général

- *Sur proposition de Monsieur Jean-Baptiste Maître à l'alinéa 4 : la commission assure la haute surveillance sur la gestion de la commune. A cette fin, elle peut requérir toute information du Conseil communal et peut au besoin auditionner des employés communaux ou des mandataires.*

Art. 42 à 47 : *proposition pour les toutes les commissions : la commission ... se compose de 5 à 7 membres ... Réflexion d'inclure la Commission des bâtiments dans les commissions permanentes.*

Chapitre 10 Vérification des comptes

Art. 49 – alinéa 1 - vérifications des comptes (nouveau)

Supprimer : désignée par le Conseil communal

- Les corrections et modifications seront apportées et reprises en 2^e lecture pour approbation, lors de la séance du CG du 18 septembre 2018.

9. Communications

CONSEIL COMMUNAL

1) Développement du site d'Innodel

Chacun l'aura remarqué ; un nouveau bâtiment est en construction sur le site d'Innodel entre Delémont et Courrendlin.

Pour rappel, la société d'économie mixte Innodel SA est le fruit d'une collaboration intercommunale dont notre commune en fait partie.

Le Parc Suisse de l'Innovation Basel area, dont le canton du Jura est actionnaire avec les cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne, occupera l'entier des 1^{ers} et 2^{èmes} étages de ce nouveau bâtiment. Quant au rez-de-de-chaussée, il sera occupé par des sociétés. Ainsi, aussi bien le 1^{er} que le 2^{ème} bâtiment sont complets et occupés par 16 sociétés, dont Protacine Biotec active dans la production de vaccins et d'antisérums.

Dès lors, un troisième bâtiment sera construit prochainement et sera occupé par des usines relais afin de permettre les activités de production.

2) Poste de Vermes

Déjà lors de la dernière législature, le Conseil communal était en contact avec La Poste au sujet de la filiale de Vermes qui occupe le rang de l'une des plus petites de Suisse.

D'une manière générale, chacun sait que de moins en moins de lettres, de colis et de versements passent par les guichets postaux. Néanmoins, La Poste doit assurer un service public à la fois moderne et financièrement soutenable.

Deux modèles ont été discutés comme solutions possibles avec La Poste. Une solution consiste à accueillir la clientèle postale chez un commerçant local qui a l'avantage de proposer des heures d'ouverture plus étendues. En parallèle, ce partenariat permet d'exploiter des synergies dans l'infrastructure et de maintenir une implantation locale aussi bien de La Poste que du commerçant.

L'autre modèle consiste au service à domicile où les clients peuvent déposer des lettres et des colis ainsi que d'effectuer des paiements.

Le Conseil communal s'est prononcé en faveur d'une agence postale afin d'aider à pérenniser le commerce local. Malgré une surface relativement petite, le magasin Thami Alimentation remplit les conditions et peut accueillir une telle infrastructure.

Le 16 mai dernier, dans le cadre d'une deuxième entrevue avec La Poste, il a été défini les caractéristiques du fonctionnement de l'agence postale. Ainsi, il sera toujours possible de faire ses versements, via le carnet jaune ou autre carte bancaire. Pour les paiements des factures en espèces, une nouvelle solution sera introduite. Lors du passage du facteur à domicile, les clients pourront payer leurs factures sur demande. Pour le surplus, 95% des affaires peuvent être réglées dans une filiale en partenariat.

Enfin, il a été protocolé qu'en termes de distribution du courrier par le facteur, aucune mesure de restructuration n'est prévue. La mise en place d'une agence postale n'engendre donc ni restriction ni extension du service de distribution par le facteur.

Un flyer sera distribué à la population de Vermes ces prochains jours et une séance d'information à la population sera mise sur pied dans la deuxième quinzaine de septembre.

3) Plan de législature

Voilà cinq ans que Val Terbi a succédé aux trois anciennes communes fusionnées depuis le 1^{er} janvier 2013. Ce pari consistait à la mise en place d'une nouvelle entité communale en construisant ses fondements, notamment aux niveaux législatif, administratif et technique.

Votre exécutif poursuit sa mission et veut rester au service de ses habitants, c'est-à-dire à la fois proche du tissu associatif et du secteur économique. Donc, ce programme de législature s'inscrit dans la continuité du premier avec la particularité d'accueillir une quatrième localité, Corban.

Outre cette caractéristique, le Conseil communal a fixé des objectifs sectoriels qui ont le mérite de poser les bases d'une planification. Cette feuille de route nous fournit ainsi un cadre d'action nous permettant d'anticiper les projets liés aux investissements.

Ce document pourra être mis à jour en cours d'exercice, afin de nous permettre de nous adapter à l'évolution conjoncturelle ou d'apporter une réponse adéquate à un projet novateur et important non planifié.

Le Conseil communal est conscient des enjeux auxquels il devra apporter des réponses au cours de cette législature. Pour y parvenir, il compte s'appuyer sur les Commissions permanentes et spéciales, tout en privilégiant des démarches participatives, telles que les assemblées d'information.

Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce programme de législature et nous vous en savons gré de l'appui que vous nous donnerez pour le concrétiser.

Je vous remercie de votre attention.

CONSEIL GENERAL

1) Invitation à la Fête à Montsevelier – 23 juin 2018

2) Slow-up – 24 juin 2018

3) Lettre de Sylviane Fleury, ancienne secrétaire

4) Feuille – liste suivi des projets : est remis à jour à chaque séance du bureau du CG. Chacune et chacun peut demander à la compléter si nécessaire.

Mesdames, Messieurs, les Conseillers généraux, le Conseil communal,

Constatant que l'ordre du jour a été épuisé, **Monsieur le Président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement et lève la séance à 20h.57.

La prochaine séance du Conseil général se tiendra le **mardi 18 septembre 2018 à 19h30 à Vicques.**

Vicques, le 26 juin 2018

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Martin Clerc

Esther Steullet

Président

Secrétaire